DECLARATION DU REPRESENTANT DU JAPON

Les paragraphes 12 à 14 du Rapport du Sous-groupe A dénotent l'existence d'un problème qui inquiète particulièrement le Japon.

Bien qu'à l'heure actuelle le Japon n'ait, dans le cadre du GATT, de rapports qu'avec deux États membres de la Communauté, l'Allemagne et l'Italie, le Japon ainsi que toutes les autres parties contractantes en dehors de la Communauté devront, assez prochainement, entrer en négociations avec tous les pays de la Communauté, conformément au paragraphe 6 de l'article XXIV et au titre de l'article XXVIII de l'Accord général.

En conséquence, la Communauté doit établir un tarif commun qui sera applicable à tous les membres de la Communauté considérés conjointement et la Commission est responsable envers les Six pays conjointement pour l'état des négociations tarifaires qui seront nécessaires. Telle semble être l'interprétation juridique naturelle des dispositions du GATT et du Traité de Rome.

Ceci conduit à la conclusion, dont le Japon se félécite, que, compte tenu des dispositions du paragraphe premier de l'article XXXV de l'Accord général, des relations dans le cadre du GATT s'établiront automatiquement et dans un proche avenir, par suite des négociations tarifaires qui seront effectuées entre, d'une part, le Japon et, d'autre part, les quatre autres pays de la Communauté, à savoir la France et les pays du Benelux.
STATEMENT BY THE REPRESENTATIVE OF JAPAN

Paragraphs 12 to 14 of the Report of the Sub-Group A indicate a problem of particular concern for Japan.

Although Japan has at present GATT relations with only two of the Member States of the Community, namely Germany and Italy, Japan as well as all the other contracting parties outside the Community, are, before long, to enter into negotiations pursuant to paragraph 6 of Article XXIV under Article XXVIII of the General Agreement with all the countries of the Community.

Therefore, the Community has to establish a common tariff to be applied to all the members of the Community as a whole and the Commission is responsible to the Six countries together for the tariff negotiations required. This seems to be the natural legal interpretation of GATT and the Rome Treaty.

This leads to the conclusion most welcomed by Japan that in the light of the provisions of paragraph 1 of Article XXXV of the General Agreement in the near future, as a result of the tariff negotiations carried out, GATT relations would be automatically established between Japan on the one hand, and the other four countries of the Community, namely France and the Benelux countries.